

communiqué du M.E.R.  
7 juin 2006  
Mouvement Européen de la Ruralité

## Les villes n'ont pas le monopole du développement !

Les territoires ruraux indispensables à la Stratégie de Lisbonne

---

**Mouvement Européen de la Ruralité**  
**European Countryside Movement**  
**Europäische Bewegung für die Ländlichkeit**  
**Movimiento Europeo de la Ruralidad**  
**Movimento Europeo della Ruralità**

**Communication**  
**adoptée le 7 juin 2006**

Association internationale Ruralité-Environnement-Développement (RED)  
Association Européenne des Elus de Montagne (AEM)  
Comité Européen de Droit Rural (CEDR)  
Centre Européen des Propriétaires Immobiliers (CEPI)  
Comité Général de la Coopération Agricole de l'Union Européenne (COGECA)  
Comité des Organisations Professionnelles Agricoles de l'Union Européenne (COPA)  
Organisation Européenne de la Propriété Rurale (ELO)  
Fédération Européenne pour l'Accueil touristique chez l'habitant (EUROGITES)  
Fédération des Associations de Chasse et de Conservation de la Faune sauvage de l'U.E. (FACE)  
Fédération Intern. pour l'Habitation, l'Urbanisme et l'Aménagement du Territoire(FIHUAT)  
Université Rurale Européenne (URE)

# Les villes n'ont pas le monopole du développement !

Les territoires ruraux indispensables à la Stratégie de Lisbonne

---

communiqué – 7 juin 2006 – M.E.R.

## Des espaces ruraux qui comptent

C'est un chiffre mal connu mais que la Commission européenne rappelle dans ses orientations stratégiques pour la période 2007-2013 : plus d'un emploi sur deux est situé dans des zones à dominante rurale. Et à ces 53% de l'emploi européen correspondent 45% de la valeur ajoutée brute de l'U.E. !

L'économie rurale s'est largement diversifiée : l'agriculture et la sylviculture n'y occupent plus qu'un emploi sur cinq, même si avec leurs 18,4 millions d'emplois, ces secteurs constituent toujours des secteurs structurants de la ruralité européenne.

Ces données suffisent pour témoigner du poids significatif que les zones rurales jouent encore aujourd'hui dans l'économie de l'Union européenne. Les contributions que les territoires ruraux peuvent apporter à la poursuite des ambitieux objectifs de la Stratégie de Lisbonne sont à la mesure de la place et du potentiel qu'ils représentent.

## La cohésion est (évidemment) l'affaire de tous

Acteurs de l'économie européenne, les zones rurales le sont aussi de cet autre objectif majeur de l'U.E. qu'est la cohésion sociale, économique et territoriale. Comment pourrait-il en être autrement avec les 230 millions de personnes qui y vivent, sur les 453 millions d'européens, et qui animent 90% de l'espace européen ?

Une nouvelle vision, plus riche et plus ouverte, du développement futur de l'U.E. doit transparaître lors de la future programmation 2007-2013. Au-delà de l'approche actuelle du développement qui privilégie les conurbations et les villes moyennes en marginalisant les campagnes, il faut réinventer une démarche polycentrique où les pôles urbains et les pôles ruraux composent un réseau dense qui mobilise l'ensemble des énergies.

## Au carrefour de la compétitivité et de la cohésion

Que l'on aborde le futur de l'U.E. par son souci de compétitivité ou par son objectif de cohésion, les territoires ruraux sont au coeur de la question.

Exploiter le potentiel des espaces ruraux, qui peuvent aussi s'appuyer sur leurs nombreuses richesses naturelles et culturelles, implique que les Etats membres et leurs différentes autorités territoriales élaborent une programmation 2007-2013 qui donne toute leur place aux acteurs ruraux.

Les cadres de référence stratégique nationaux, qui vont guider l'affectation des moyens financiers des Fonds de cohésion européens, et les programmes opérationnels doivent affecter aux territoires ruraux des moyens financiers que le Fonds de développement rural, éreinté par le débat budgétaire européen, ne peut plus guère offrir. Ces outils de programmation doivent être les lieux de ces nouveaux contrats sociétaux entre villes et campagnes.

Vouloir relever les défis de la mondialisation en négligeant cette part importante du capital de l'Union que représentent les territoires ruraux serait une grave erreur stratégique.